

## **Débat d'orientations budgétaires Châtillon 6 février 2013**

Monsieur le Maire, chers Collègues

### **1) Les enjeux nationaux**

Comme à l'accoutumée, je voudrais d'abord m'exprimer sur le contexte national et l'environnement macroéconomique sur lesquels vous revenez longuement lors du début de ce débat.

Comme nous l'avions déjà exprimé l'année dernière au moment du DOB 2012 l'état économique de la France est extrêmement préoccupant, conséquence bien entendu de la crise de 2008, mais aussi de la politique suivie par la droite au pouvoir, pendant 10 ans ; La France est maintenant dans un état alarmant.

Les chiffres du bilan sont là, et votre majorité nous a laissé un bilan accablant avec une très forte dette, un nombre de pauvres qui a explosé, une classe moyenne étranglée, en revanche des hauts revenus qui vont de mieux en mieux, une crise du logement très importante et des entreprises qui ne vont pas bien.

Face à ce lourd héritage, l'année 2013 va être extrêmement difficile, mais le changement et le redressement de la France a commencé.. Je voudrais insister à ce stade sur la politique économique et fiscale du gouvernement puisque vous semblez croire (et c'est en tous cas ce que vous mettez dans votre texte qu'il ne s'agit que d'une politique fiscale).

Soutien à la croissance en Europe.

Le pacte de croissance et d'emploi obtenu cet été par François Hollande commence à porter ses fruits. Ainsi l'Europe versera en France, au titre de ce pacte de croissance 2,1 milliards d'euros dans les domaines de la recherche et de l'innovation, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de l'ingénierie financière au profit des PME. Ces 2, 1 milliards d'euros créeront de l'emploi aujourd'hui mais plus encore permettront de préparer les emplois de demain.

Soutien à la compétitivité des entreprises

Grâce au pacte de compétitivité enclenché par le gouvernement, les entreprises françaises sont soutenues par le biais de crédits d'impôts d'un montant de 20 milliards d'euros, lesquels devront être orientés vers les investissements, la formation et la recherche et bien entendu ne devront pas servir à verser des dividendes aux actionnaires.

Soutien actif à l'emploi

Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage, avec des chiffres effrayants. (22% de jeunes au chômage). Les seniors sont de

même massivement touchés. Pour eux, 600 000 emplois seront créés, les emplois d'avenir pour les jeunes et contrats de génération qui permettront au senior de devenir tuteurs de jeunes embauchés.

Accord entre partenaires sociaux : cet accord équilibré permettra aux entreprises de négocier avec les salariés afin de mettre en place des solutions qui permettront d'éviter des licenciements. Il permettra également de taxer les contrats précaires et met l'accent sur la formation professionnelle.

Protéger les salariés dans la crise, préparer l'avenir c'est comme cela que nous lutterons contre le chômage aujourd'hui et que nous créerons les emplois de demain.

## **2) Les enjeux locaux**

Nous sommes bien conscients que l'année 2013 va être extrêmement difficile, car à l'instar de 2012 elle va concentrer toutes les difficultés. Les collectivités locales sont confrontées à une hausse de leurs dépenses contraintes alors que les recettes vont relativement stagner.

- D'abord celles en provenance de l'Etat, qui a gelé les dotations une nouvelle fois en 2013. et qui prévoit une contraction des enveloppes pour 2014 et 2015

- A ceci s'ajoute le manque de financement aux collectivités publiques, avec des difficultés accrues pour les communes à emprunter ou à emprunter à des coûts raisonnables, compte tenu de l'augmentation des marges des banques..

D'après nos informations les élus locaux devraient se passer de 3 à 5 milliards € sur cette année pour leur projet d'investissements, sur les 18 à 20 milliards traditionnels de besoin en financement

Dexia a disparu des marchés, et son remplaçant, la Banque Postale semble assez frileuse. Elle a déjà annoncé qu'elle sélectionnerait les projets et ne financeraient que les projets les plus viables..

Quant aux banques privées, traditionnellement présentes sur le marché des collectivités (Crédit Agricole, Caisse d'Epargne..), elles désertent le marché en limitant leur exposition, notamment en raison des nouvelles normes comptables de Bâle III., car selon ces nouvelles normes, prêter à une collectivité est beaucoup plus risqué qu'avant.

- Enfin, les collectivités vont devoir augmenter leurs efforts en direction des populations les plus fragiles, touchées de plein fouet en cette

période de récession avec la contrainte de la stabilisation des concours de l'Etat

### **3) Les enjeux de Châtillon**

Nous ne commenterons pas les chiffres partiels que vous donnez pour l'année 2012, puisque les résultats du compte administratif ne sont pas estimés, Nous préférons attendre les comptes définitifs.

De même, pour l'année 2013, comme il s'agit pour l'instant uniquement d'orientations budgétaires et que certaines données, déterminantes pour l'établissement du budget, ne sont pas encore connues, comme les bases de la fiscalité, la baisse des dotations de l'Etat pas encore définie compte tenu des nouvelles règles de calcul, nous les commenterons lors du débat sur le budget.

Je voudrais simplement mentionner que, même si vous vous vantez de soi-disant bons résultats, dans vos discours et dans les pages de Châtillon Information, les chiffres sont là et ils sont têtus.

Vous insistez et mettez en avant les « millions investis » par la commune alors que n'avez pas augmenté les impôts locaux depuis plusieurs années. ;

En fait vous avez investi en 2011 seulement fait 5,8 Millions €, mais que représente ce montant pour un commune de presque 33.000 hb, avec en comparaison des rentrées fiscales annuelles de 38 Millions€, soit 1.146 € par hb. Ce montant de pression fiscale, toutes taxes confondues est supérieur de 12% à celui de Montrouge. (La comparaison est moins facile avec les villes de l'inter communauté Sud de Seine Néanmoins, et vous le savez, la pression fiscale, intercommunalité comprise, est nettement plus forte à Châtillon que dans ces villes, j'y reviendrai) ;

Aussi, heureusement que vous n'augmentez pas les taux !!

Comme je le disais les chiffres sont têtus :

Fin 2011, la commune a un endettement de 68 Mios €, représentant une dette par habitant très élevée, (2.084 /hb) soit 40% supérieure à la moyenne du département, et plus de deux fois plus importante que celle par hb de Montrouge.(924€) ,la cinquième du département, si l'on exclut Levallois Perret, qui ne concoure pas dans la même catégorie \*l

Comme nous l'avons déjà vu, la pression fiscale sur les ménages est plus élevée que celle des communes voisines. Pour la taxe d'habitation, elle est en montant par hb supérieure de 14,5% à Clamart, de 13,6% à celle de Fontenay, de 27.5% par rapport à Montrouge et de 15,1% par rapport à la moyenne du département. De même pour la Taxe foncière : supérieure de 9% à celle de Clamart, de 13% pour FAR et de 18% pour la moyenne du 92.

Que les investissements par hb sont largement plus faibles que dans les communes voisines comme nous l'avons dit à plusieurs reprises. Nous complétons chaque année notre calcul pour évaluer les investissements sur un longue période afin de lisser Les données. De 2001 à 2011, vous avez investis en équipements collectifs que 1.949 € par hb, contre 3. 167 € pour Clamart et 3.975€ pour Montrouge.....

Certes, comme vous l'avez dit dans le dernier Châtillon Information, nous citons souvent Clamart, parce que « Nous sommes éblouis par cette ville, où c'est si merveilleux. ». Non, nous ne sommes pas éblouis. Mais, nous nous sentons conforté dans cette position par certaines informations du site « Les contribuables Associés », qui à l'évidence ne semble pas un nid d'affreux gauchistes mais est plutôt considéré comme une association idéologiquement libérale Néanmoins, nous partageons leur position sur l'obligation d'une gestion plus économe des finances publiques, en évitant les trop nombreux gaspillages des deniers publics. Bref, ce site donne deux notes l'une globale sur laquelle nous avons quelques doutes sur la méthodologie, mais la 2<sup>ème</sup> nous paraît à priori plus pertinente, celle sur la santé financière : Clamart reçoit une note de 17/20, Montrouge 14/20 et Châtillon 1/20 !!

Bien entendu, cet exercice trouve ses limites, mais quand même, il donne quelques indications sur la santé réelle des communes !!

Ceci étant dit, je voudrais comme il est d'usage, dans un débat sur les orientations budgétaires, vous indiquer quelles sont les orientations que devrait à notre sens prendre notre collectivité.

Avant tout, nous avons pris note de votre volonté de poursuivre la «sécurisation» de l'endettement de la commune commencée il y a deux ans et de ne pas souscrire les 3 Mios € prévu cette année au delà de la catégorie 1 de l'échelle Gissler.

Nous avons bien pris note également que pour le moment, pour les 3 emprunts toxiques vous n'avez fait que repousser le problème d'une possible explosion des frais financiers, qui touchent déjà certaines communes,, à 2014, mais que pour l'un d'entre eux, vous essayez de profiter des conditions actuelles les plus propices depuis 3 ans pour renégocier l'emprunt USD/YEN.

Nous nous réjouissons également de l'abandon du projet de nouvelle mairie. En revanche, nous soutenons l'installation des employés municipaux dans les bâtiments que possède déjà la mairie au dos du 40 boulevard Félix Faure car les employés municipaux doivent pouvoir bénéficier de meilleures conditions que celles proposées actuellement.

Nous soulignons d'ailleurs qu'il est plus que temps de se préoccuper de ces conditions de travail, alors que vous êtes au pouvoir depuis 30 ans ... Il est temps de réveiller !

Pour ce qui concerne, les projets pour l'année 2013, nous persistons dans nos propositions que nous avons déjà faites l'année dernière, car nous considérons qu'elles sont toujours d'actualité.

L'action de la municipalité devrait être réorientée, tout en conservant la maîtrise stricte de nos dépenses afin de ne pas grever par l'impôt local le pouvoir d'achat des Châtillonnais., suivant 3 axes majeurs :

### ❖ **Une ville plus dynamique**

Une équipe au pouvoir depuis trente ans, et quel qu'ait pu être son enthousiasme de départ ou son bord politique, est obligatoirement prise dans routine et la lassitude. Et permettez-moi de vous dire que cela se perçoit au quotidien dans la ville, pour laquelle il n'y a pas de projet ni de vision d'ensemble, si ce n'est se laisser porter par les événements et les sollicitations des promoteurs extérieurs et des entreprises. De ce fait, là encore, quand nous comparons par rapport aux villes voisines, nous constatons une très forte atonie. Alors que nous accueillons chaque année de nouveaux habitants et en particulier de nombreuses familles, les équipements publics nouveaux font largement défaut : les seuls équipements pour le quartier de l'Aérospatiale sont une crèche privée de 20 berceaux ainsi qu'un agrandissement minimal de l'école, pour le cœur de ville un projet de réaménagement du marché et de la place, indispensables mais prévus à minima, aucun équipement pour la ville prévu dans le cadre du projet d'Orange mais plutôt un quartier de bureaux sans âme.

En vrac, mais je ne vais pas vous faire une longue énumération, nous pensons toujours qu'il faudrait créer une maison des ados et un conseil municipal des jeunes, que la ludothèque promise se fait attendre, que les équipements sportifs ne sont pas au rendez vous.

Plus important encore, la question cruciale du logement n'est pas traitée alors qu'elle est au cœur des préoccupations de nos concitoyens. Nous souhaitons que dans chaque nouvelle construction il y ait un tiers de logements sociaux, un tiers de logements en accession sociale à la propriété et un tiers de logements libres. Les chiffres de construction de logements sociaux donnés par le préfet sont d'ailleurs très mauvais à Châtillon ( cf chiffres donnés par la préfecture des Hauts de Seine sur la production de logements sociaux à Châtillon en 2010 et 2011, le pourcentage de logements sociaux diminue sur ces deux années et le nombre de logements sociaux nouveaux est ridiculement faible).

## ❖ Une ville plus solidaire avec les personnes qui subissent la crise de plein fouet

Même si Châtillon n'est pas situé dans les zones géographiques les plus défavorisées mais fait partie du département le plus riche de France, les difficultés se sont accrues pour beaucoup de nos concitoyens.

Apparemment, en 2011, 2.200 personnes, soit 6,7% de la population châtilloise, étaient en difficultés et ont fait appel aux travailleurs sociaux, 516 foyers étaient allocataires du RSA...(Source CG 2011).

Même si nous ne disposons pas de chiffres actualisés sur le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, je peux en témoigner par les permanences que j'assure tous les quinze jours., de nombreuses personnes vivent avec des revenus très faibles, y compris des travailleurs « dits travailleurs pauvres ». Par ailleurs, les chiffres du chômage le montrent, le département des Hauts-de-Seine, n'a pas été épargné par ce fléau qu'est le chômage.

De nombreuses actions pourraient être mise en place pour les aider et tenter dans une certaine mesure d'alléger les problèmes quotidiens de ces personnes en difficultés :

- des bons d'achat pour des fruits et des légumes dans les petits commerces châtillois
- une friperie, en lien avec les associations caritatives. (beaucoup de demandes)
- un Atelier de remise en état de mobilier et de petits appareils électriques puis redistribution
- des clauses d'insertion dans les marchés publics en s'appuyant sur les entreprises d'insertion
- une augmentation des capacités en logements d'urgence pour à la fois respecter la loi et faire face à l'augmentation du nombre des sans abris
- une transparence dans les attributions de logement : il n'est pas acceptable que je reçoive à mes permanences des personnes qui attendent depuis dix ans un logement social et que d'autres bénéficient en moins de six mois d'un logement. Les statistiques et la transparence doivent être complètes sur ce sujet plus que prioritaire, et un système de cotation des demandes devrait être mis au point comme le font de très nombreuses villes. L'attribution des logements sociaux et la compétence logement sont d'ailleurs au cœur des dispositions législatives qui sont en cours de travail au gouvernement.

Sans parler de mesures à plus long terme, comme la mise en place d'un système d'alerte précoce, via le CCAS et le Circonscription de la vie sociale, pour prévenir les impayés et les expulsions.

## ❖ Une ville plus durable

Nous souhaitons tout à la fois un urbanisme réfléchi avec notamment la réalisation de plusieurs éco-quartiers, des actions concrètes pour lutter contre le réchauffement climatique (audit thermique comme la thermographie aérienne, dispositifs d'aide et d'actions aux actions innovantes comme les panneaux solaires par exemple), un réaménagement des rues de notre ville pour donner plus de place aux pistes cyclables et aux itinéraires piétonniers..

Nous privilégierons également la démocratie locale, notamment dans le cadre de Conseils de quartiers qui disposeront d'un budget participatif, pour proposer et mettre en œuvre des actions pour améliorer la vie dans les quartiers. Cette démocratie participative, tous les Châtillonnais l'appellent de leurs vœux. Tout cela pourrait être mis en œuvre dans le cadre d'un Conseil local du développement durable ainsi que d'un Agenda 21, plan d'actions pour le développement durable pour le XXIème siècle.

## ❖ un effort de subventions sur certains organismes ou associations,

Ils contribuent par leurs activités à créer et à maintenir du lien social, encore plus indispensable dans cette période de crise, notamment dans le domaine

- CCAS pour les aides facultatives communales aux familles.
- Sportives, surtout vers les sports destinés d'une part aux enfants et adolescent de la frange de la population la plus en difficulté et d'autre part aux personnes âgées
- Culturelles notamment Guynemer, Théâtre et Cinéma ...

En conclusion, si certaines de ses propositions pourraient être mises en place sans dépenses supplémentaires, d'autres, bien entendu, représentent un coût pour la collectivité. Il faudrait pour cela :

- réserver une partie du produit de la fiscalité, qui depuis plusieurs années viennent en « surprise », en rôle supplémentaire (1.2 Mios € en 2011) et également pour 2013 le montant de 837.000 € de taxes d'urbanisme de l'éco campus d'orange.
- maîtriser au mieux certaines dépenses de fonctionnement : En effet, les dépenses de fonctionnement, hors frais de personnel, est de 585€/hb , supérieur de 44% à celle de Montrouge. Comme nous l'avons déjà mentionné à plusieurs reprises, Il faudrait éliminer tout gaspillage par un

peignage de nos dépenses dans une optique coût/opportunité. C'est notre seul point d'accord avec les « Contribuables Associés !!!

Voilà ce que nous pourrions vous proposer comme orientations budgétaires qui traduiraient en 2013 une véritable vision à moyen et long terme pour Châtillon

\*

- Levallois Perret :6.764 €
- Clichy :2.654 €
- Sceaux : 2.547 €
- Chatenay Malabry : 2.300€
- Suresnes : 2.171 €
- Châtillon : 2.084€